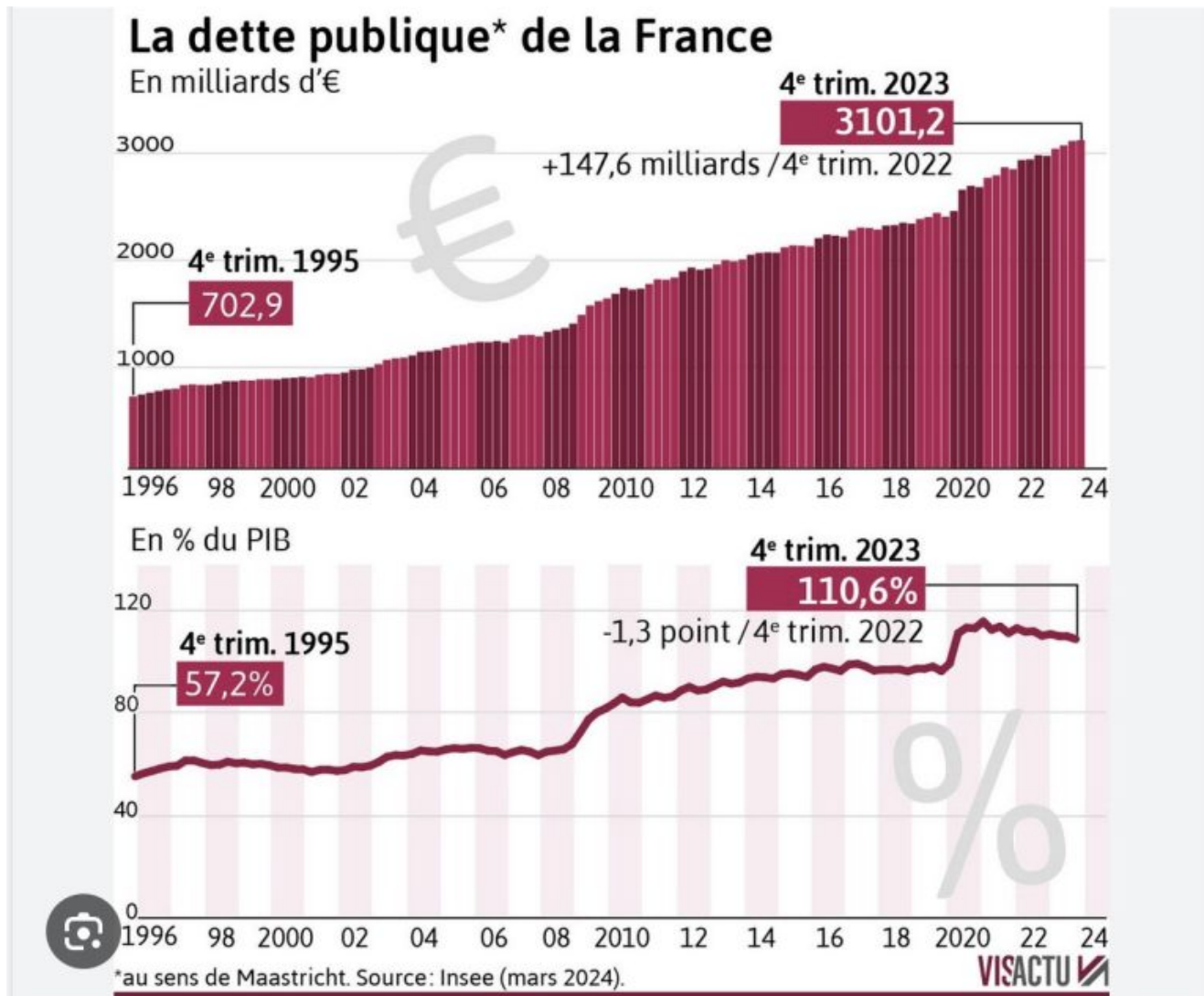


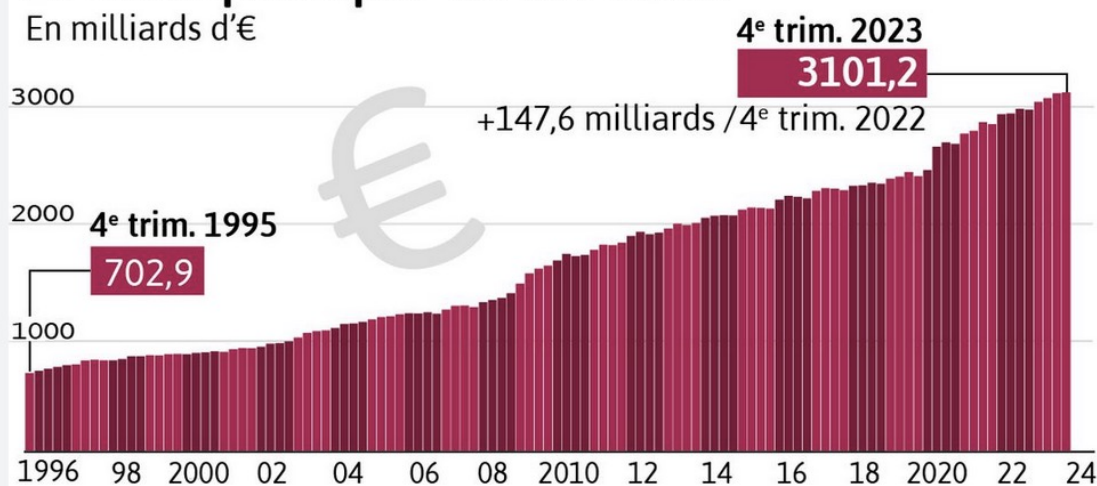
La gestion calamiteuse de Macron passée au crible...

écrit par Pierre Duriot | 15 septembre 2024

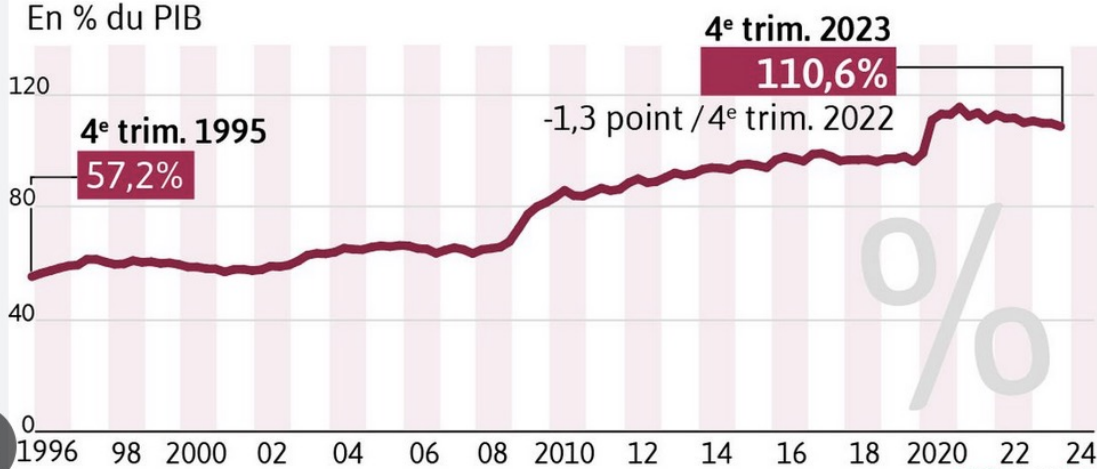


La dette publique* de la France

En milliards d'€



En % du PIB



*au sens de Maastricht. Source: Insee (mars 2024).

VISACTU

Screenshot

L'aggravation de la dette publique en France au cours des sept dernières années de la présidence Macron, soit environ + 1000 milliards d'Euros, se ventile ainsi, approximativement.

Estimation récapitulative :

- **COVID-19** : 25-30 %
- **Dépenses publiques structurelles** : 30-35 %
- **Croissance faible** : 10-15 %
- **Politique budgétaire et fiscale** : 10 %
- **Intérêts de la dette** : 5-10 %
- **Engagements à long terme (retraites, sécurité sociale)** : 10-15 %
- **Choc énergétique et inflation** : 5 %

L'aggravation de la dette sous les gouvernements d'Emmanuel Macron, souvent qualifiée d'« endettement cosmique », résulte de manques de rigueur, de clairvoyance et de compétence dans la gestion économique et sociale de la France. Diverses politiques et décisions prises sous les deux mandats Macron sont à Pointer :

1. Un recours massif à la dette sans anticipation des crises futures

L'une des critiques majeures contre Macron est d'avoir utilisé la dette de manière excessive pour financer des réformes et des mesures de soutien, sans prévoir suffisamment de marges de manœuvre en cas de crises futures.

Le « quoi qu'il en coûte » : Si cette politique, mise en place pendant la pandémie de COVID-19, a permis d'éviter un effondrement économique à court terme, elle a creusé la dette de manière drastique. Le problème est que cette politique a été maintenue trop longtemps et que des réformes structurelles n'ont pas suivi pour contenir les déficits une fois l'urgence passée. Une meilleure anticipation de la sortie de crise aurait pu permettre de limiter les dépenses publiques excessives.

Absence de rigueur budgétaire pré-COVID : Avant la pandémie, la France connaissait déjà un déficit structurel significatif d'environ 3 % du PIB. L'incapacité du gouvernement à réduire ce déficit malgré une conjoncture économique globalement favorable durant la première partie du quinquennat (2017-2019) témoigne d'un manque de rigueur. Par exemple, malgré des promesses de maîtrise des dépenses publiques, celles-ci ont continué de croître, notamment dans les domaines sociaux et de la fonction publique.

2 : Réformes fiscales mal calibrées et inéquitables

Les réformes fiscales sous Macron ont aussi été vivement critiquées, certaines ayant entraîné des pertes de recettes

fiscales significatives, tout en bénéficiant principalement aux plus riches, sans réelle compensation.

Suppression de l'ISF, l'Impôt de Solidarité sur la Fortune : L'une des réformes emblématiques du début du quinquennat, la suppression de l'ISF, au profit d'un impôt sur la fortune immobilière (IFI), a été dénoncée comme un « cadeau aux riches ». Cela a surtout alimenté un sentiment d'injustice sociale, comme en témoignent les mouvements des Gilets jaunes. Cette réforme n'a pas apporté les bénéfices économiques escomptés en termes d'investissement dans l'économie réelle – le « ruissellement » – car il est vite apparu aux yeux des forces financières que Macron et ses équipes manquaient de clairvoyance quant à la direction économique à donner au pays.

Suppression de la taxe d'habitation : Cette mesure, destinée à redonner du pouvoir d'achat aux ménages, a également conduit à une baisse des recettes des collectivités locales. Ces dernières ont dû compenser en augmentant d'autres taxes ou en réduisant leurs investissements, sans réelle vision à long terme sur les effets de cette réforme sur les finances publiques.

3 : Gestion inefficace des dépenses publiques

Nous devons hélas pointer un manque d'efficacité dramatique dans la gestion des dépenses publiques sous Macron, avec une augmentation des dépenses sans que des réformes structurelles de grande ampleur ne soient mises en œuvre pour améliorer l'efficacité de ces dépenses.

Réformes incomplètes et coûteuses : Certaines réformes promises, comme celle des retraites, n'ont pas été menées à terme ou ont été partiellement mises en place dans des versions édulcorées, ce qui a rendu leur impact budgétaire insuffisant pour réduire les dépenses à long terme. La réforme des retraites, par exemple, a été ralentie par les

manifestations et la pandémie, laissant une part importante de la dette sociale non résolue. En se focalisant sur les Retraites pour des raisons qui relevaient aussi du dogmatisme, Macron a fait l'impasse sur les dépenses de santé et sécurité sociale, parties dangereusement à la dérive dans un maquis bureaucratique Kafkaïen – l'exemple des ARS est criant, avec des milliers de fonctionnaires non-soignants et très éloignés de l'Hôpital, quand ce dernier était laissé exsangue

Manque de réduction des effectifs publics : Emmanuel Macron avait promis une réduction des effectifs de la fonction publique, mais les résultats ont été très limités voire nuls, avec une réduction bien inférieure aux prévisions. Cela a contribué à maintenir un niveau de dépense élevé, alors qu'une gestion plus rigoureuse des effectifs aurait pu alléger la charge.

4. Absence de vision stratégique à long terme

Certains experts reprochent à l'administration Macron une absence de vision stratégique à long terme pour rééquilibrer les finances publiques. Des décisions tactiques ont été prises pour apaiser des crises sociales à court terme, mais souvent au détriment de l'avenir.

Réponses coûteuses aux crises sociales : Face aux mouvements des Gilets jaunes, le gouvernement a mis en place des mesures d'urgence, telles que des primes et des baisses de taxes, qui ont certes calmé les tensions, mais sans véritable plan de long terme pour redresser la situation économique et réduire les inégalités. Ces réponses ponctuelles ont ajouté des dépenses sans régler les problèmes structurels qui sous-tendent ces mouvements sociaux.

Dépenses non contrôlées dans la transition écologique : Bien que la France soit engagée dans des politiques de transition

écologique, les critiques soulignent que les dépenses dans ce domaine ont été mal maîtrisées, avec un manque d'alignement sur des objectifs clairs et une rentabilité douteuse. Les investissements dans la transition énergétique relèvent davantage de l'idéologie, sans fondement technique et/ou pratiques (cf la rage de la rénovation énergétique des logements anciens ou de la voiture électrique), insuffisamment coordonnés, inefficaces, avec des retombées limitées sur la dette à court terme.

5. Incapacité à maîtriser l'inflation et la crise énergétique

La réponse du gouvernement face à la crise énergétique de 2022, liée à la guerre en Ukraine, est un autre exemple criant de gestion improvisée et coûteuse.

Le bouclier tarifaire : Pour protéger les ménages de la flambée des prix de l'énergie, l'État a mis en place un bouclier tarifaire qui a gelé certaines hausses de prix. Bien que cette mesure ait permis de contenir les tensions sociales, elle a été extrêmement coûteuse pour l'État, à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Les critiques estiment qu'une approche plus ciblée aurait permis de mieux gérer cette crise sans un impact aussi massif sur les finances publiques.

Conclusion

L'aggravation massive de la dette sous Macron provient de sa gestion sans rigueur, ni vision à long terme, pour garantir une gestion durable des finances publiques. Son manque de clairvoyance fiscale, sa gestion inefficace des dépenses publiques et ses réponses coûteuses aux crises sociales et économiques qu'il a parfois lui-même déclenchées, ont conduit la France dans une impasse budgétaire et économique. La France a connu une augmentation continue de sa dette, sans que des réformes structurelles suffisamment profondes

n'aient été mises en œuvre pour inverser la tendance.

<https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.